

Négociations sur les changements climatiques : le point sur les enjeux des acteurs de Copenhague

Version du 3 décembre 2009

Pierre Ozer¹

Département des Sciences et Gestion de l'Environnement, Université de Liège

L'objectif de ce document est de présenter la position de différents acteurs à l'aube des négociations qui vont se tenir dès le 7 décembre 2009 durant la 15^e Conférence des Parties de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), désormais connue comme le Sommet de Copenhague. La lutte contre le réchauffement climatique y sera au cœur de tous les débats entre Etats, scientifiques et ONG.

Dès la fin de celles-ci, un nouveau document réactualisé dressera un portrait des résultats obtenus.

Table des matières :

1. Changements climatiques : les constats et perspectives du GIEC	p.2
2. De Kyoto à Copenhague	p.8
3. ONU – CCNUCC	p.8
4. Le monde des émissions de gaz à effet de serre	p.9
5. L'Europe	p.12
6. Le Japon	p.14
7. Les USA	p.14
8. Les autres pays développés	p.15
9. Le G77	p.17
10. BrIC	p.17
11. L'OPEP	p.18
12. Les ONGs	p.19

¹ Contact: Pierre Ozer, +32 (0) 498387905, pozer@ulg.ac.be

1. Changements climatiques : les constats et perspectives du GIEC²

Les changements climatiques observés et les effets constatés

Le réchauffement du système climatique est sans équivoque. On note déjà, à l'échelle du globe, une hausse des températures moyennes, une élévation du niveau moyen de la mer, et une fonte massive de la neige (Figure 1).

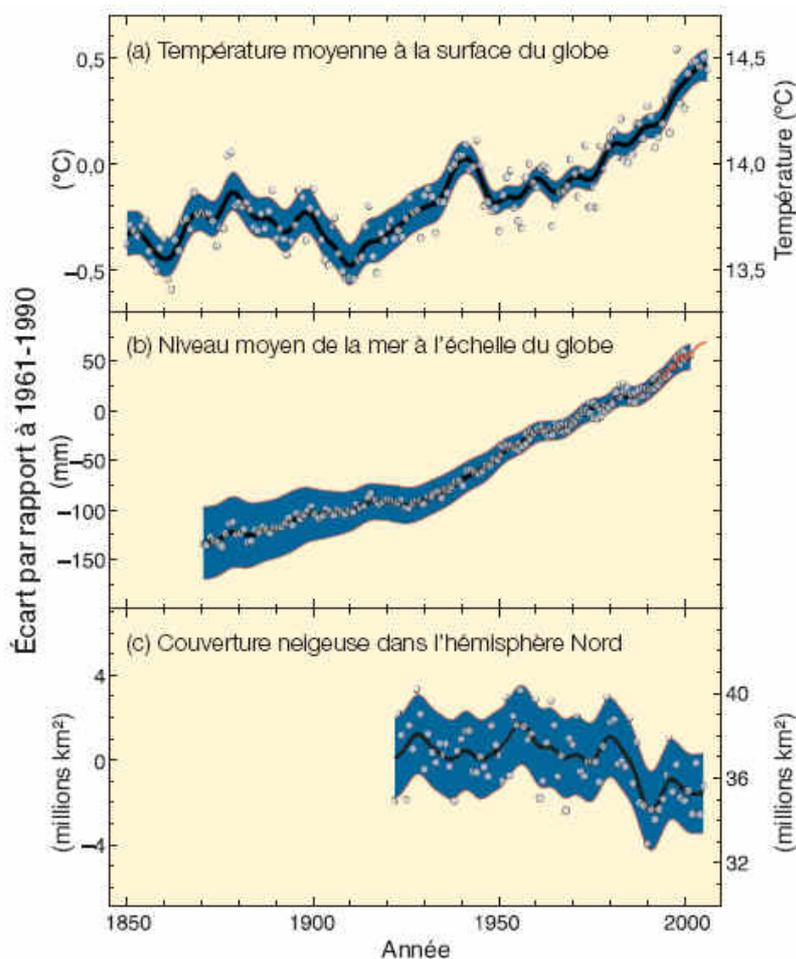


Figure 1 : Variations observées a) de la température moyenne à la surface du globe, b) du niveau moyen de la mer à l'échelle du globe, selon les données recueillies par les marégraphes (en bleu) et les satellites (en rouge), et c) de la couverture neigeuse dans l'hémisphère Nord en mars-avril. Tous les écarts sont calculés par rapport aux moyennes pour la période 1961-1990. Les courbes lissées représentent les moyennes décennales, et les cercles correspondent aux valeurs annuelles. Les zones ombrées représentent les intervalles d'incertitude.

Les dix années les plus chaudes depuis 1850, date à laquelle ont débuté les relevés instrumentaux de la température à la surface du globe, ont été observées au cours des douze dernières années (1997-

² Cette partie est adaptée de la publication suivante : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2007. Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du GIEC. http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf

2008)³. La valeur établie pour 1906–2005 atteint 0,74 °C. Les températures ont augmenté presque partout dans le monde, quoique de manière plus sensible aux latitudes élevées de l'hémisphère Nord.

L'élévation du niveau de la mer concorde avec le réchauffement. Sur l'ensemble de la planète, le niveau moyen de la mer s'est élevé de 1,3 mm/an depuis 1870, de 1,8 mm/an depuis 1961 et de 3,1 mm/an depuis 1993, sous l'effet principal de la dilatation thermique mais aussi de la fonte des glaciers, des calottes glaciaires et des nappes glaciaires polaires. Le phénomène semble donc s'accélérer.

La diminution observée de l'étendue des zones couvertes de neige et de glace concorde elle aussi avec le réchauffement. Les données satellitaires dont on dispose depuis 1978 montrent que l'étendue annuelle moyenne des glaces a diminué de 2,7% par décennie dans l'océan Arctique. Les glaciers et la couverture neigeuse occupent une moins grande superficie dans les deux hémisphères.

Entre 1900 et 2005, les précipitations ont fortement augmenté dans l'est de l'Amérique du Nord et du Sud, dans le nord de l'Europe et dans le nord et le centre de l'Asie, tandis qu'elles diminuaient au Sahel, en Méditerranée, en Afrique australe et dans une partie de l'Asie du Sud. Il est probable (probabilité de 66% à 90%) que la sécheresse ait progressé à l'échelle du globe depuis les années 1970.

Il est très probable (probabilité de 90% à 95%) que les journées froides, les nuits froides et le gel ont été moins fréquents sur la plus grande partie des terres émergées depuis cinquante ans et que le nombre de journées chaudes et de nuits chaudes a, au contraire, augmenté. De plus, la fréquence des vagues de chaleur sur la majeure partie des terres émergées, des précipitations extrêmes dans la plupart des régions et des élévations extrêmes du niveau de la mer dans le monde entier s'est probablement accrue (probabilité de 66% à 90%).

Il est très probable (probabilité de 90% à 95%) que les températures moyennes dans l'hémisphère Nord ont été plus élevées pendant la seconde moitié du XX^e siècle que durant n'importe quelle autre période de cinquante ans au cours des cinq derniers siècles, et il est probable (probabilité de 66% à 90%) qu'elles ont été les plus élevées depuis 1 300 ans au moins.

Les causes de l'évolution du climat

Les variations de la concentration de gaz à effet de serre (GES) et d'aérosols dans l'atmosphère, de la couverture végétale et du rayonnement solaire modifient le bilan énergétique du système climatique.

Les émissions mondiales de GES imputables aux activités humaines n'ont cessé d'augmenter depuis l'époque préindustrielle. Depuis 1750, sous l'effet des activités humaines, les concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone (CO₂), de méthane (CH₄) et d'oxyde nitreux (N₂O) –les trois principaux GES (Figure 2)– se sont fortement accrues (Figure 3). Elles sont aujourd'hui bien supérieures aux valeurs historiques déterminées par l'analyse de carottes de glace. Ainsi, en 2005, les

³ Source: <http://www.cru.uea.ac.uk/cru/info/warming/>

concentrations atmosphériques de CO_2 (379 ppm) et de CH_4 (1774 ppb) ont largement excédé l'intervalle de variation naturelle des 650 000 dernières années. La cause première de la hausse de la concentration de CO_2 est l'utilisation de combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon) et, dans une moindre mesure, le changement d'affectation des terres. Il est très probable (probabilité de 90% à 95%) que l'augmentation observée de la concentration de CH_4 , constituant principal du gaz naturel, provient surtout de l'agriculture, de l'élevage et de l'utilisation de combustibles fossiles. Quant à la hausse de la concentration de N_2O , elle est essentiellement due à l'agriculture (gestion des sols et des effluents d'élevage), même si l'épuration des eaux usées, la combustion des combustibles fossiles et les procédés de l'industrie chimique jouent également un rôle important à cet égard. On peut avancer avec un degré de confiance très élevé que les activités humaines menées depuis 1750 ont eu pour effet net de réchauffer le climat. Il est par contre très improbable (probabilité inférieure à 10%) que la variabilité naturelle puisse expliquer le réchauffement climatique actuel. Au contraire, à lui seul, le forçage total produit par l'activité volcanique et les fluctuations du rayonnement solaire depuis cinquante ans aurait probablement dû refroidir le climat (probabilité de 66% à 90%). Seuls les modèles qui tiennent compte des forçages anthropiques parviennent à simuler correctement les configurations du réchauffement observées et leurs variations.

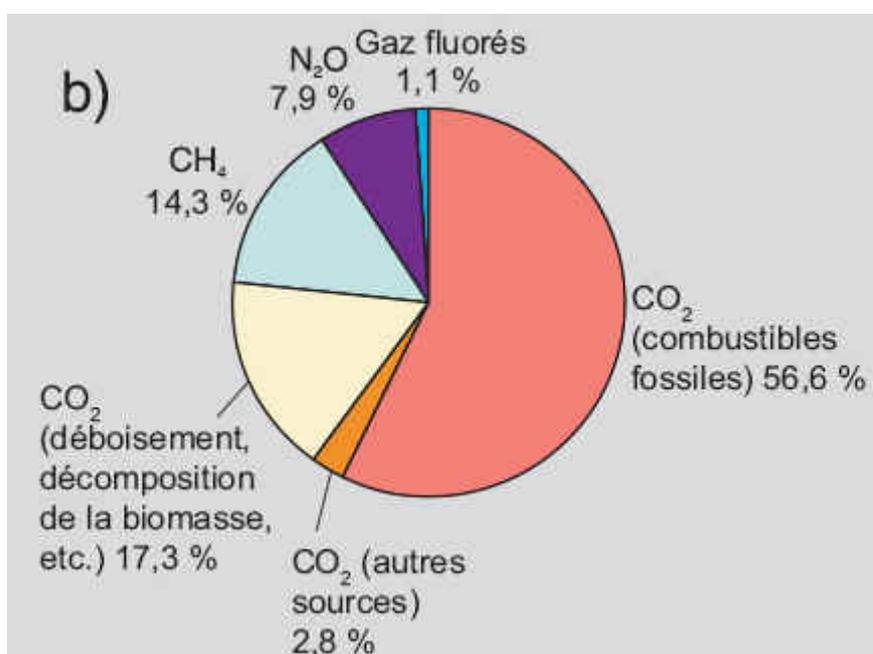


Figure 2: Parts respectives des différents GES anthropiques dans les émissions totales de 2004.

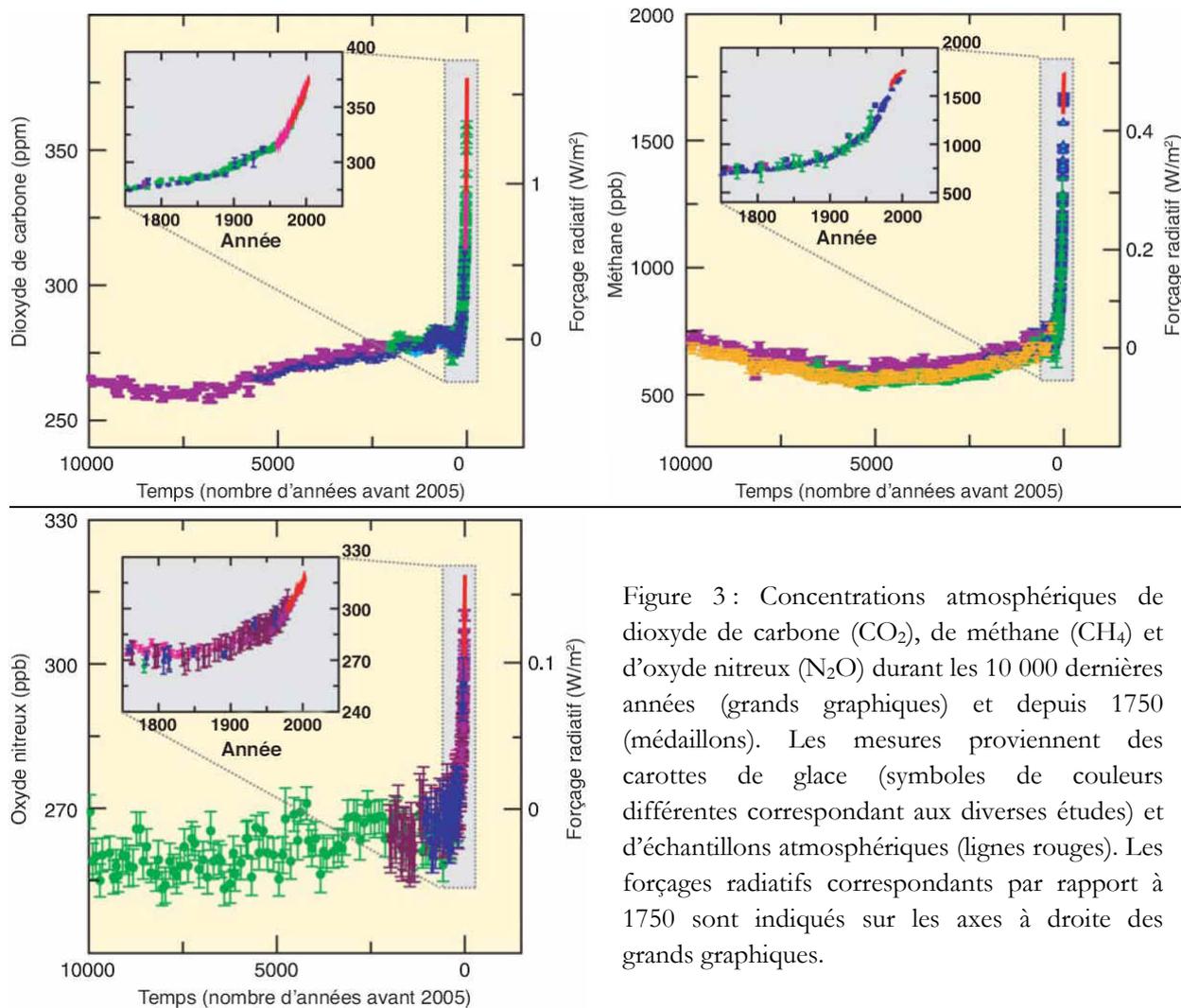


Figure 3 : Concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone (CO₂), de méthane (CH₄) et d'oxyde nitreux (N₂O) durant les 10 000 dernières années (grands graphiques) et depuis 1750 (médaillons). Les mesures proviennent des carottes de glace (symboles de couleurs différentes correspondant aux diverses études) et d'échantillons atmosphériques (lignes rouges). Les forçages radiatifs correspondants par rapport à 1750 sont indiqués sur les axes à droite des grands graphiques.

Les changements climatiques projetés et les effets attendus

La poursuite des émissions de GES au rythme actuel ou à un rythme plus élevé devrait accentuer le réchauffement et modifier profondément le système climatique au XXI^e siècle. Il est très probable (probabilité de 90% à 95%) que ces changements seront plus importants que ceux observés pendant le XX^e siècle. En effet, un réchauffement d'environ 0,2 °C par décennie au cours des vingt prochaines années est anticipé dans plusieurs scénarios d'émissions. Par ailleurs, même si les concentrations de l'ensemble des GES et des aérosols avaient été maintenues aux niveaux de 2000, l'élévation des températures se poursuivrait à raison de 0,1 °C environ par décennie.

Parmi les changements anticipés à l'échelle régionale, les scénarios indiquent une contraction de la couverture neigeuse, une augmentation d'épaisseur de la couche de dégel dans la plupart des régions à pergélisol (sol dont la température reste égale ou inférieure à 0°C toute l'année) et une diminution de l'étendue des glaces de mer. Selon certaines projections, les eaux de l'Arctique seraient pratiquement libres de glace à la fin de l'été d'ici la deuxième moitié du XXI^e siècle.

Par ailleurs, une hausse de la fréquence des températures extrêmement élevées, des vagues de chaleur et des épisodes de précipitations extrêmes est très probable (probabilité de 90% à 95%).

Avec ce même niveau de probabilité, une augmentation des précipitations aux latitudes élevées et, au contraire, une diminution sur la plupart des terres émergées subtropicales, conformément aux tendances relevées à la fin du XX^e siècle, devrait se produire. Les zones tropicales devraient connaître une augmentation probable (probabilité de 66% à 90%) de l'intensité des cyclones alors que, sous nos latitudes, un déplacement vers les pôles de la trajectoire des tempêtes extratropicales devrait être observé. Notons également que l'on estime avec un degré de confiance élevé que, d'ici le milieu du siècle, le débit annuel moyen des cours d'eau et la disponibilité des ressources en eau augmenteront aux hautes latitudes et dans certaines régions tropicales humides, alors qu'elles diminueront dans certaines régions sèches des latitudes moyennes et des tropiques. Bon nombre de zones semi-arides souffriront d'une baisse des ressources en eau imputable aux changements climatiques, ce qui accentuera les processus de désertification.

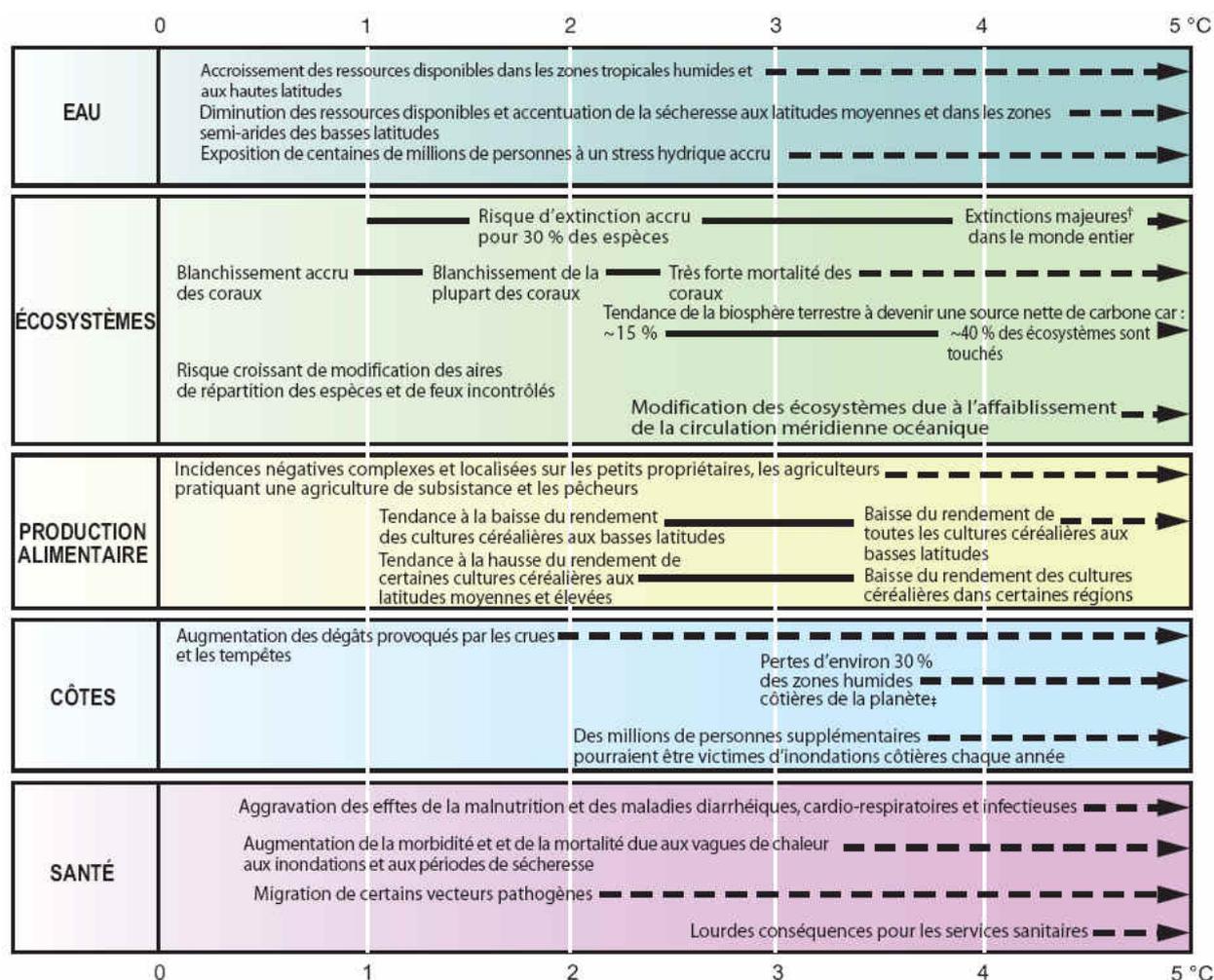


Figure 4 : Exemples d'incidences planétaires anticipées des changements climatiques selon l'ampleur de la hausse de la température moyenne à la surface du globe au XXI^e siècle. Les traits noirs relient les diverses incidences entre elles, les flèches en pointillé indiquent que ces incidences se poursuivent avec le réchauffement. La disposition du texte permet de voir approximativement à quel niveau de réchauffement s'amorce l'effet mentionné. Les chiffres relatifs à la pénurie d'eau et aux inondations représentent les répercussions supplémentaires des changements climatiques relativement aux conditions projetées selon divers scénarios. Ces estimations ne tiennent pas compte de l'adaptation aux changements climatiques. Toutes ces incidences sont affectées d'un degré de confiance élevé.

Avec un degré de confiance élevé (au moins 9 chances sur 10 de tomber juste), il apparaît que les effets du réchauffement climatique ne vont pas seulement se limiter à la seule augmentation des

aléas naturels d'origine climatique mais vont avoir des incidences planétaires sur les ressources en eau (sans nous projeter dans un siècle, mais plutôt avec une vision à court terme, on estime que 75 à 250 millions de personnes supplémentaires devraient souffrir d'un stress hydrique⁴ accentué par les changements climatiques en Afrique subsaharienne d'ici 2020), sur la survie de certains écosystèmes (par exemple, la contraction des zones humides et l'extension des zones arides), sur la production alimentaire (surtout pour les petits producteurs pratiquant une agriculture de subsistance ; ainsi, dans certains pays africains, les rendements de l'agriculture pluviale pourraient chuter de 50 % d'ici 2020 avec un accès à la nourriture fortement diminué dans de nombreux pays impliquant de lourdes conséquences en matière de sécurité alimentaire et de malnutrition), sur les régions littorales (notamment dans les zones deltaïques densément peuplées à faible énergie de relief) et dans le domaine de la santé publique. Ces incidences négatives vont aller crescendo avec l'augmentation des températures globales (Figure 4).

C'est clairement la raison pour laquelle le GIEC préconise une diminution drastique des émissions de GES dans un futur proche. Dans le meilleur des cas, l'augmentation des températures d'ici à la fin du siècle serait limitée à 1,8°C (meilleure estimation) par rapport à la moyenne 1980-2000. Dans le pire des cas, l'augmentation des températures serait supérieure à 6°C. En réalité, le GIEC présente l'évolution des températures selon six principaux scénarios plausibles qui vont depuis des émissions de GES contenues voire plafonnées très prochainement (effets limités ; +1,8°C en moyenne) aux émissions de GES non maîtrisées (effets non contrôlables avec des effets d'entraînement pouvant atteindre + 6,4°C d'ici à la fin du siècle).

Si il semble évident que les avancées technologiques vont permettre à nos sociétés d'opter partiellement pour l'un ou l'autre scénario climatique, il est clair que cela ne sera jamais qu'une partie de la solution à mettre en œuvre. Un autre modèle de consommation semble être indispensable. Sans quoi nous nous dirigeons clairement vers la « consommation » de notre village planétaire plutôt que vers sa sauvegarde...

Ci-après, nous présentons le « monde des émissions de CO₂ » et ses inégalités criantes ainsi que les positions de divers acteurs du « Nord » comme du « Sud » à la veille des négociations climatiques de Copenhague.

Bonne lecture...

⁴ Une population est soumise à un stress hydrique lorsque la nécessité d'une alimentation en eau douce assurée par prélèvement d'eau est un frein au développement.

2. De Kyoto à Copenhague

En 1990, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ou GIEC, lançait un message sans équivoque : « L'avenir du monde est menacé ».

En juin 1992, suite à cette alerte, 172 états se rassemblent à Rio de Janeiro pour une conférence portant sur l'environnement. Ce sommet, connu sous le nom de « Sommet Planète Terre », adopte la première Convention internationale visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, ou GES. L'objectif est de maintenir les émissions à leur niveau de 1990. C'est un échec, faute d'accords contraignants pour les états.

En 1997, la Convention s'élargit et intègre le Protocole dit « de Kyoto », qui fixe pour la première fois un objectif contraignant aux pays industrialisés en matière de réduction d'émissions. Certains de ces pays, comme les USA, refusent de ratifier le Protocole.

En décembre 2007, à Bali, 188 pays signent un accord prévoyant la mise en place d'un nouveau traité afin de succéder à celui de Kyoto qui arrive à échéance en 2012. L'ensemble des pays reconnaît qu'il s'agit là d'un projet déterminant pour le devenir de la planète.

A Copenhague, du 7 au 18 décembre 2009, l'objectif est donc de parvenir à un accord permettant la réduction de la quantité totale d'émissions de GES. Un accord global et ambitieux, indispensable pour inverser la tendance du réchauffement climatique.^{5,6}

3. ONU - CCNUCC

Entrée en vigueur en 1994, la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, ou CCNUCC, a pour objectif la mise en place d'un dispositif encadrant l'effort intergouvernemental permettant de lutter contre les changements climatiques.

Depuis 2006, outre le fait de coordonner la supervision des émissions de gaz à effet de serre, ou GES, des pays industrialisés ayant ratifié le Protocole de Kyoto, la CCNUCC œuvre dans le sens d'une réponse diplomatique « adoptable » par tous les Etats. Pour ce faire, la CCNUCC insiste sur trois grands principes. Le principe de précaution, le principe des responsabilités communes mais différenciées, et enfin le principe du droit au développement. Ce dernier consiste en un transfert de technologies dites dé-carbonisées, permettant aux pays en développement de faire des sauts technologiques en émettant moins de GES.

La CCNUCC a également pour mission de préparer les documents officiels des Conférences des Parties, ou COP. Copenhague accueille la 15^{ème} de ces conférences. Dans la capitale danoise, la CCNUCC apparaît donc comme le chef d'orchestre des négociations.

⁵ Pour en savoir plus : <http://fr.cop15.dk/>

⁶ Plusieurs courts métrages ont été réalisés dans le cadre d'une collaboration RTBF – TEMPORA – Université de Liège, pour l'Exposition « C'est Notre Terre 2 : de Kyoto à Copenhague » qui se tient à Bruxelles sur le site de Tour et Taxis du 10 septembre 2009 au 28 mars 2010 (<http://www.expo-terra.be/>). Ces courts métrages passeront sur les chaînes de la RTBF pendant les semaines qui précéderont le Sommet de Copenhague. Pour déjà voir « De Kyoto à Copenhague » en image, c'est ici : <http://www.youtube.com/watch?v=RvTeSRoXXoE> .

4. Le monde des émissions de gaz à effet de serre

En 2007, 29 milliards de tonnes de CO₂ dues à la seule combustion d'énergie fossile ont été émises dans l'atmosphère. Un record. Depuis 1971, ces émissions globales ont plus que doublé alors qu'entre 1990 et 2007, celles-ci ont connu une croissance de 38,0% (Tableau 1). L'augmentation moyenne annuelle des émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie est de 3,2% depuis 2000. Si depuis 1990, les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont augmenté leurs émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie de 17,4%, le reste du monde affiche une progression de 60,7%⁷. Ceci étant dit, les pays membres de l'OCDE ont été responsables de plus de la moitié de ces émissions de CO₂ jusqu'en 2004 alors que leurs populations ne représentent pas même 20% du total global (Tableau 2).

Le monde change. Les tendances s'affirment entre les pays développés (croissance à présent lente pour un total disproportionné par rapport au reste du monde), les pays émergents (croissance récente démesurée pour des émissions qui, par habitant, sont encore souvent sous la moyenne mondiale), et les pays les moins avancés (croissance contenue pour un total très peu représentatif). Ainsi, en 1971, les trois pays les plus émetteurs de CO₂ dû à la combustion d'énergie étaient les USA, la Russie et l'Allemagne. En 1990, les USA étaient toujours largement en tête de ce classement, suivis par la Chine et la Russie. En 2008, la Chine est le premier émetteur suivi par les USA et l'arrivée de l'Inde dans le top 3.⁸

Région/Pays	Emissions de CO ₂ (1971)	Emissions de CO ₂ (1990)	Emissions de CO ₂ (2007)	Evolution (1971-1990)	Evolution (1990-2007)	Evolution (1971-2007)
Monde	14095	20981	28962	+48,9%	+38,0%	+105,5%
OCDE	9604	11440	13565	+19,1%	+18,6%	+41,2%
Non-OCDE	4491	9541	15397	+112,4%	+61,4%	+242,9%
1. Chine	810	2244	6071	+177,0%	+170,5%	+649,5%
2. USA	4291	4863	5769	+13,3%	+18,6%	+34,4%
3. Russie	1191	2180	1587	+83,0%	-27,2%	+33,2%
4. Inde	199	589	1324	+196,0%	+124,8%	+565,3%
5. Japon	759	1065	1236	+40,3%	+16,1%	+62,8%
6. Allemagne	979	950	798	-3,0%	-16,0%	-18,5%
7. Canada	339	432	573	+27,4%	+32,6%	+69,0%
8. Royaume-Uni	624	553	523	-11,4%	-5,4%	-16,2%
9. Corée	52	229	489	+340,4%	+113,5%	+840,4%
10. Iran	41	175	466	+326,8%	+166,3%	+1036,6%

Tableau 1 : Estimation des émissions de CO₂ liées à l'utilisation des combustibles fossiles (en 10⁶ tonnes) et de leurs évolutions au niveau global, des pays de l'OCDE, des pays non-OCDE, et des dix pays les plus émetteurs en 2007 (représentant 65% de ces émissions globales).⁷

⁷ IEA, 2009. CO₂ emissions from fuel combustion – Highlights 2009.

<http://www.iea.org/co2highlights/co2highlights.pdf>

⁸ Global Carbon Project, 2009. Carbon budget and trends 2008 (publié le 17 novembre 2009).

<http://www.globalcarbonproject.org/carbonbudget/index.htm>

Région	Population 2007	% population mondiale (2007)	% émissions mondiales de CO ₂ (2007)	Emissions de CO ₂ par habitant (1990)	Emissions de CO ₂ par habitant (2007)	Evolution des émissions de CO ₂ par habitant (1990-2007)
Monde	6609	100	100	4	4,4	+9,8%
OCDE	1185	17,9	46,8	10,6	11	+3,4%
Amérique du Nord	441	6,7	24,0	15,6	15,4	-1,1%
Pacifique	201	3,0	7,8	8,4	10,7	+26,9%
Europe	543	8,2	15,1	7,9	7,5	-4,7%
Non-OCDE	5424	82,1	53,2	2,2	2,7	+24,9%
Europe	53	0,8	1,0	6,5	5,1	-21,3%
Afrique du Nord	157	2,4	1,3	1,6	2,3	+41,2%
Afrique subsaharienne	802	12,1	1,9	0,7	0,6	-5,7%
Moyen Orient	193	2,9	5,1	4,5	7,2	+60,7%
Ex-URSS	284	4,3	8,4	12,6	8,5	-32,7%
Amérique latine	461	7,0	3,7	1,7	2,2	+30,1%
Asie - Chine	2148	32,5	10,6	0,8	1,4	+69,5%
Chine	1327	20,1	21,2	2	4,6	+132,6%

Tableau 2 : Populations continentales membres ou non de l'OCDE (en 10⁶ d'habitants) ; part de ces populations aux émissions mondiales de CO₂ liées à l'utilisation des combustibles fossiles (en %) ; émissions de CO₂ (en tonne) par habitant en 1990 et 2007 et évolution de ces émissions entre 1990 et 2007.⁷

Les fossés se marquent. A titre d'exemple, en 2007, l'Australie (21 10⁶ d'habitants pour 396 10⁶ tonnes CO₂) a émis deux fois plus de CO₂ dû à la combustion d'énergies fossiles que l'ensemble des 754 10⁶ de personnes qui peuplent l'Afrique subsaharienne non émergente (177 10⁶ tonnes CO₂)^{9,10}. A l'heure actuelle, cette part du continent abrite 11,4% de la population mondiale pour 0,6% des émissions liées aux combustibles fossiles.

La célérité avec laquelle la Chine augmente ses émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie est telle (+426 10⁶ tonnes CO₂ entre 2006 et 2007) que l'ensemble des efforts de réductions de l'UE-27 entre 1990 et 2007 (-133 10⁶ tonnes CO₂) a été totalement annulé par seulement 16 semaines d'accroissement des émissions de CO₂ chinoises en 2007.

Cependant, il est impératif de ramener ces chiffres en « émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie par habitant ». Un constat simple s'impose à nous : en 2007, un être humain est responsable des émissions de 4,4 tonnes CO₂ par an, soit 10% de plus qu'en 1990. Mais un habitant d'un pays de l'OCDE (11 tonnes CO₂) pollue toujours quatre fois plus qu'un résident du reste du monde (2,7 tonnes CO₂). Ainsi, un Américain (19,1 tonnes CO₂) émet l'équivalent de deux Belges, ou de quatre chinois, ou de seize Indiens, ou encore de 80 Africains ... Dès lors, on peut se réjouir de constater que les émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie par Belge aient diminué de 7,8% entre 1990 et 2007, et s'effrayer de voir ces mêmes émissions exploser au Bénin (+608%). Il n'empêche qu'à l'heure actuelle, les 300 000 habitants ma ville (Liège) et de sa périphérie directe émettent toujours autant de CO₂ que tout le Bénin (9 millions de personnes) !

Pour lancer les négociations de Copenhague, l'Europe s'est engagée à faire des efforts importants de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), soit -20% ses émissions de GES en 2020 par

⁹ L'Afrique du Sud n'est pas considérée ici car considérée comme pays émergent.

¹⁰ En d'autres termes, un résident australien "pollue" 80 fois plus qu'un résident d'Afrique Noire.

rapport à 1990, tout en annonçant un effort de réduction possible de 30% de ses émissions pour autant qu'un accord global ambitieux soit signé à l'issue de la Conférence. Cependant, les autres pays développés, dont plusieurs ont refusé d'adhérer au Protocole de Kyoto ou n'ont pas respecté leurs engagements, hésitent à aller plus loin (Tableau 3).

Pays	Evolution des GES (1990-2006)	Engagement dans le cadre du Protocole de Kyoto	Propositions pour Copenhague : objectifs de réductions des GES à l'horizon 2020
Europe* ¹¹	-2,5%	-8,0%	-20% à -30% par rapport à 1990
USA	+14,4%	Aucun	-15% par rapport à 2005, soit -3% par rapport à 1990 (octobre 2009) -17% par rapport à 2005, soit -4% par rapport à 1990 (novembre 2009)
Japon [¥]	+6,2%	-6,0%	-15% par rapport à 2005, soit -9% par rapport à 1990 (juin 2009) -25% par rapport à 1990 (octobre 2009)
Canada	+21,7%	-6,0%	-20% par rapport à 2006, soit +2% par rapport à 1990
Australie* [†]	+28,8%	+8,0%	-5% à -25% par rapport à 2000, soit -3% à -24% par rapport à 1990
Nouvelle Zélande*	+35,7%	0%	-10% à -20% par rapport à 1990
Chine ¹²	+151,6% [‡]	Aucun	Effort volontaire de réduction de 40 à 45% de son intensité carbonique [CO ₂ (kg)/unité de PIB (US\$)] d'ici 2020 par rapport à 2005

Tableau 3 : Evolution des émissions officielles des GES¹³ de 1990 à 2006 dans certains pays développés s'étant engagés dans le Protocole de Kyoto (sauf les USA) et positions actuelles en vue des négociations de Copenhague (en date du 3 décembre 2009)¹⁴. * Pour l'Europe, l'Australie et la Nouvelle Zélande, les objectifs de réduction les plus faibles sont avancés dans la perspective d'un 'stand alone' alors les objectifs les plus ambitieux seront avancés dans le cas d'un accord global. ¥ Uniquement en cas d'accord ambitieux avec la participation des principaux pays émetteurs. † Le 2 décembre 2009, le parlement australien a rejeté le texte du gouvernement qui prévoyait ces réductions des émissions de gaz à effet de serre. ‡ Concerne uniquement les émissions de CO₂.

A l'opposé, le G77 (pays du Sud) souligne la responsabilité historique des pays développés dans les émissions anthropiques de GES, réclame une « justice climatique » avec la mise en place de mécanismes de compensation et d'adaptation aux effets des changements climatiques et exige des pays du Nord une réduction de 40% de leurs GES d'ici 2020 par rapport à 1990. Le G77 se base ainsi sur les conclusions scientifiques du dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) qui estime que, pour éviter le pire, c'est-à-dire ne pas dépasser une

¹¹ Le 20 octobre 2009, les Etats membres de l'UE débattent toujours de la répartition des efforts nationaux de réduction des émissions de GES pour atteindre l'objectif de -20% ou de -30% en 2020.

¹² Pour comprendre ce que cela représente, une note particulière intitulée « La Chine veut réduire de 40% à 45% son intensité carbonique. Et alors ? » est disponible librement ici : <http://hdl.handle.net/2268/25296>

¹³ On considère ici tous les gaz à effet de serre (CO₂, CH₄, NO₂, HFCs, PFCs et SF₆) sans le changement d'utilisation des terres. Le tout est exprimé en CO₂ équivalent (CO₂ eq). <http://unfccc.int/>

¹⁴ Source: http://unfccc.int/files/kyoto_protocol/application/pdf/awgkpjointqelros submission091009.pdf complétées par diverses sources d'information.

augmentation globale des températures de 2,0 à 2,4°C d'ici à la fin du siècle, les émissions de GES doivent se stabiliser entre 2000 et 2015 puis diminuer de 50 à 85% en 2050 par rapport à 2000¹⁵.

Notons que les secteurs maritimes et aériens ne sont actuellement pas soumis à des efforts de réduction de GES. Or, leurs émissions annuelles en 2007 ne sont pas négligeables, avec respectivement 610 et 412 10⁶ tonnes CO₂, soit près de quatre fois les émissions de l'Afrique subsaharienne non émergente pour ce qui est du transport maritime ou plus que les émissions annuelles de la France pour le transport aérien. L'évolution des émissions de dioxyde de carbone pour ces deux secteurs est respectivement de 71,1% et 62,3% entre 1990 et 2007, soit une croissance annuelle de 4,2% et de 3,7%. Au Sommet de Copenhague, l'Union européenne souhaiterait faire participer ces deux secteurs à l'effort global de réduction des émissions de GES à hauteur de -20% pour le transport maritime et de -10% pour la navigation aérienne en 2020 par rapport à 2005.¹⁶ Mais est-ce possible ? De 2005 à 2007, le transport international par la voie aérienne a augmenté de 5,2% et la voie maritime connaît un accroissement de 11,1%. Si la crise économique devrait impacter la croissance de ces secteurs en 2008 et 2009, qu'en est-il du long terme (2020, par exemple) ? L'IATA (Association internationale du transport aérien) s'oppose farouchement à cet engagement contraignant de réduction de ses émissions de -10% en 2020 par rapport à 2005 et plaide fermement pour un engagement volontaire du secteur qui améliorerait l'efficacité énergétique du secteur de -25% sur la même période.¹⁷ Or, on ne parle pas de la même chose ! En effet, si la croissance du secteur aérien doit être du même ordre de grandeur que celle des 18 dernières années (+3,7% par an de 1990 à 2007), elle sera de +55,5% entre 2005 et 2020. Une amélioration de l'efficacité énergétique du secteur de -25% 'limiterait' donc l'augmentation des émissions de CO₂ à +30%... Ce qui est fortement différent qu'un objectif de réduction de -10%.

5. L'Europe

Repères :

Les pays suivants sont considérés : Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suède, Royaume-Uni.

Population (2006) : 388 millions d'habitants

Emissions de GES en 1990 : 3981 10⁶ tonnes CO₂ eq

Emissions de GES en 2006 : 3798 10⁶ tonnes CO₂ eq (soit -2,7% entre 1990 et 2006)

Emissions de GES par habitant en 2006 : 9,8 tonnes CO₂ eq

Objectif régional de réduction des émissions de GES pour la période 2008-2012 : -8,0%

L'Europe est de loin l'acteur le plus dynamique quand il s'agit de lutter contre le réchauffement climatique. Lors du Protocole de Kyoto en 1997, l'Europe des 15 s'est engagée à réduire de 8% les émissions de gaz à effet de serre, ou GES, de la Communauté européenne pour la période 2008-2012, par rapport à l'année de référence 1990.

Aujourd'hui, les émissions de GES au sein de l'Europe des 15 ont diminué de 2,5%. Mais les progrès observés sont loin d'être identiques pour tous. Le dernier rapport européen sur les

¹⁵ GIEC, 2007. Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf

¹⁶ http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/envir/110634.pdf

http://www.worldenergyoutlook.org/docs/weo2009/climate_change_excerpt.pdf

¹⁷ "IATA airlines have adopted a voluntary fuel efficiency goal. This is to reduce fuel consumption and CO₂ emissions (per revenue tonne kilometre) by at least 25% by 2020, compared to 2005 levels".

http://www.iata.org/whatwedo/environment/fuel_efficiency.htm

projections d'émissions de GES indique cependant que l'Europe respectera ses objectifs. A l'instar de la Belgique, qui devrait atteindre le sien: -7,5 % d'émissions de GES durant la période 2008-2012.

En juin 2009, l'Europe des 27 a confirmé son engagement : réduire de 20% ses émissions de GES en 2020 par rapport à 1990, et augmenter d'autant sa production d'énergies renouvelables. A Copenhague, l'Union européenne est même prête à annoncer un effort de réduction de 30% de ses émissions, pour peu qu'un accord global ambitieux soit signé à l'issue de la conférence. Quoi qu'il en soit, l'Europe et ses 388 millions d'habitants consolide sa position de leader dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Les progrès observés au sein de la Communauté européenne masquent une très forte disparité des efforts réalisés par les 15 états qui la composent. En effet, pour atteindre l'objectif « régional » de réduction de 8% de ses émissions de gaz à effet de serre pour la période 2008-2012 par rapport à 1990, différents objectifs ont été attribués aux Etats. Ces objectifs varient de -28% pour le Luxembourg (-21% pour l'Allemagne et le Danemark) à +27% pour le Portugal (+25% pour la Grèce, +15% pour l'Espagne). Une très grande disparité est également observée au sein des résultats obtenus par ces pays (Tableau 4).

En effet, si les plus grands marchés font des efforts importants (Royaume-Uni, France, Allemagne), d'autres ne rencontreront certainement pas leurs objectifs (Autriche, Danemark, Luxembourg, Espagne, Italie). Cependant, il est heureux de constater que les politiques mises en place dans les différents pays européens donnent leurs fruits puisque de 2006 à 2007, seulement deux des quinze pays considérés au tableau 4 ont augmenté leurs émissions. A noter que la Belgique atteindra très certainement son objectif durant la période 2008-2012. Lors des négociations sur le climat à Bonn en juin 2009, l'Union européenne a rappelé sa position qui est de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 20% en 2020 par rapport à 1990, notamment en augmentant l'efficacité énergétique de 20% et en augmentant de 20% la production d'énergies renouvelables.

Pays/Région	Evolution des émissions des gaz à effet de serre entre 1990 et 2007 (2006)	Objectif fixé dans le cadre du Protocole de Kyoto (2008-2012 par rapport à 1990)
EC	-4.3% (-2.7%)	-8.0%
Autriche	+11.3% (+15.1%)	-13.0%
Belgique	-8.3% (-5.2%)	-7.5%
Danemark	-3.5% (+2.1%)	-21.0%
Finlande	+10.6% (+13.2%)	0%
France	-5.6% (-3.9%)	0%
Allemagne	-21.3% (-18.2%)	-21.0%
Grèce	+24.9% (+23.3%)	+25.0%
Irlande	+25.0% (+25.6%)	+13.0%
Italie	+7.1% (+9.9%)	-6.5%
Luxembourg	-1.6% (+1.0%)	-28.0%
Pays-Bas	-2.1% (-2.0%)	-6.0%
Portugal	+38.1% (+40.7%)	+27.0%
Espagne	+53.5% (+50.6%)	+15.0%
Suède	-9.1% (-8.7%)	+4.0%
Royaume-Uni	-17.4% (-15.9%)	-12.5%

Tableau 4 : Evolution des émissions de GES entre 1990 et 2007 (2006) et objectifs fixés dans le cadre du Protocole de Kyoto (2008-2012 par rapport à 1990).¹⁸

¹⁸ <http://unfccc.int/resource/docs/2009/arr/ec.pdf>, <http://www.eea.europa.eu/pressroom/newsreleases/2009-greenhouse-inventory-report>, http://europa.eu/legislation_summaries/energy/european_energy_policy/l28188_fr.htm

6. Le Japon

Repères :

Population (2006) : 127 millions d'habitants

Emissions de GES en 1990 : 1180 10⁶ tonnes CO₂ eq

Emissions de GES en 2006 : 1249 10⁶ tonnes CO₂ eq (soit +5,8% entre 1990 et 2006)

Emissions de GES par habitant en 2006 : 9,9 tonnes CO₂ eq

Objectif national de réduction des émissions de GES pour la période 2008-2012 : -6,0%

Deuxième économie mondiale derrière les Etats-Unis, le Japon est le cinquième pays à émettre le plus de gaz à effet de serre, ou GES, au monde. En 2002, le Japon a ratifié le protocole de Kyoto. Il s'est ainsi engagé à réduire de 6% ses émissions de GES, par rapport à 1990, l'année de référence. Mais aujourd'hui, loin d'avoir diminué, ces émissions ont au contraire, augmenté de 5,8%. Le pays apparaît donc comme l'un des mauvais élèves du Protocole de Kyoto.

En juin 2009, voulant rectifier le tir, le premier ministre japonais a annoncé une réduction de 15% d'émission de GES pour 2020 par rapport à ... 2005, l'année noire du Japon en matière d'émission de gaz. Cela reste, malheureusement, très insuffisant au regard des diminutions préconisées par le GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Cette déclaration du premier ministre japonais a, par ailleurs, été très mal accueillie par les autres signataires du Protocole de Kyoto. En septembre 2009, le Japon a rectifié sa position et propose maintenant un objectif de réduction de 25% en 2020 par rapport à 1990.

La Conférence de Copenhague est peut-être l'occasion, pour le Japon et ses 127 millions d'habitants, d'affirmer leur engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique.¹⁹

7. Les USA

Repères :

Population (2006) : 299 millions d'habitants

Emissions de GES en 1990 : 5411 10⁶ tonnes CO₂ eq

Emissions de GES en 2006 : 6171 10⁶ tonnes CO₂ eq (soit + 14,0% entre 1990 et 2006)

Emissions de GES par habitant en 2006 : 20,6 tonnes CO₂ eq

Objectif national de réduction des émissions de GES pour la période 2008-2012 : Aucun

Première puissance économique mondiale, les USA ont été détrônés en 2007 par la Chine de leur première place au classement des pays les plus émetteurs de dioxyde de carbone ou CO₂, principal gaz à effet de serre.

Sous la présidence de George W. Bush, les Etats-Unis ne se sont jamais engagés dans le Protocole de Kyoto. En conséquence, leurs émissions de GES ont augmenté de près de 14% depuis 1990, l'année de référence.

Aujourd'hui, avec plus de 20 tonnes d'émissions annuelles de GES par habitant, un américain pollue deux fois plus qu'un européen ou qu'un japonais, et ... 200 fois plus qu'un congolais !

En vue de la Conférence de Copenhague, les USA ont annoncé un objectif de réduction de GES de 16% pour 2020 par rapport à 2005, ce qui correspond à une diminution très légère par rapport à 1990.

¹⁹ Source : <http://unfccc.int/resource/docs/2009/arr/jpn.pdf>

Cependant, depuis l'élection de Barak Obama, tous les espoirs sont permis, y compris dans le domaine du réchauffement climatique. Aujourd'hui, certains états multiplient les initiatives. Impensable sous Bush, les USA évoquent la possibilité d'instaurer, comme en Europe, un « Marché du Carbone » pour donner une valeur monnayable au CO₂ et inciter les entreprises aux économies d'émission de gaz.

En décembre 2009 la Conférence de Copenhague sera, pour les USA et ses 299 millions d'habitants, l'occasion de s'engager enfin dans la lutte contre le réchauffement climatique.²⁰

8. Les autres pays développés

Canada

Repères :

Population (2006) : 33 millions d'habitants

Emissions de GES **avec** évolution des forêts (1990): 486 10⁶ tonnes CO₂ eq

Emissions de GES **avec** évolution des forêts (2006): 752 10⁶ tonnes CO₂ eq (+54,8% entre 1990 et 2006)

Emissions de GES **sans** évolution des forêts (1990): 592 10⁶ tonnes CO₂ eq

Emissions de GES **sans** évolution des forêts (2006): 721 10⁶ tonnes CO₂ eq (+21,7% entre 1990 et 2006)

Emissions de GES par habitant **avec** évolution des forêts en 2006 : 23,1 tonnes CO₂ eq

Emissions de GES par habitant **sans** évolution des forêts en 2006 : 22,1 tonnes CO₂ eq

Objectif national de réduction des émissions de GES pour la période 2008-2012 : -6,0%

Le Canada s'est engagé à réduire ses émissions de 6,0% entre 1990 et 2008-2012. Or, entre 1990 et 2006, le Canada a augmenté ses émissions de GES de 21,7%. En outre, comme le Canada connaît de profondes modifications de son utilisation des sols, et les forêts disparaissent au profit de l'agriculture notamment. En effet, les changements d'utilisation des sols au Canada ont permis de séquestrer 106 10⁶ tonnes CO₂ eq en 1990 (soit l'équivalent des émissions totales de la Belgique). Par contre, ces mêmes changements ont été responsables de l'émission de 31 10⁶ tonnes CO₂ eq en 2006. Si on ajoute ce paramètre, l'augmentation des émissions de GES du Canada sur cette même période est de ... 54,8% !^{21,22} On comprend dès lors pourquoi le Canada propose une nouvelle année de référence (2006 et non 1990) pour fixer son objectif de réduction des émissions de GES de -20% (voir Tableau 3, page 11) et est toujours indécis quant à l'idée d'y inclure ou non les changements d'utilisation des sols dans les calculs des émissions de GES.

²⁰ Source : <http://unfccc.int/resource/docs/2009/arr/usa.pdf>

²¹ A noter que pour ce qui concerne l'Europe, les USA et le Japon, l'évolution de l'utilisation des sols est peu importante en termes relatifs, ce qui fait que l'évolution des émissions de GES dans ces pays est essentiellement liée à l'utilisation de combustibles fossiles.

²² Source : <http://unfccc.int/resource/docs/2009/arr/can.pdf>

Australie

Repères :

Population (2006) : 21 millions d'habitants

Emissions de GES **avec** évolution des forêts (1990) : 516 10⁶ tonnes CO₂ eq

Emissions de GES **avec** évolution des forêts (2006) : 550 10⁶ tonnes CO₂ eq (+6,6% entre 1990 et 2006)

Emissions de GES **sans** évolution des forêts (1990) : 416 10⁶ tonnes CO₂ eq

Emissions de GES **sans** évolution des forêts (2006) : 536 10⁶ tonnes CO₂ eq (+28,8% entre 1990 et 2006)

Emissions de GES par habitant **avec** évolution des forêts en 2006 : 26,8 tonnes CO₂ eq

Emissions de GES par habitant **sans** évolution des forêts en 2006 : 26,1 tonnes CO₂ eq

Objectif national de réduction des émissions de GES pour la période 2008-2012 : +8,0%

L'Australie s'est engagée à contenir ses émissions de GES à +8,0% entre 1990 et 2008-2012. Entre 1990 et 2006, si l'Australie a diminué considérablement ses activités de déforestation par brûlis, ce qui a conduit à une réduction notable des émissions de CO₂ attribuables à ces activités (de 100 à 14 10⁶ tonnes CO₂ eq), les émissions liées à l'utilisation de combustibles fossiles ne cessent de croître (notamment dans le secteur de l'énergie qui est passé de 286 à 401 10⁶ tonnes CO₂ eq, soit une évolution de +40,0% en 16 années). Ainsi, ces dernières ont augmenté de 28,8%. Par contre, à l'inverse du Canada, l'Australie n'enregistre une augmentation des émissions de GES que de 6,6% lorsque le changement de l'utilisation des sols est considéré.²³ En mai 2009, l'Australie a confirmé son engagement de réduire de 3 à 13% ses émissions de GES en 2020 par rapport à 1990, et a annoncé un effort de réduction de 24% de ses émissions, pour peu qu'un accord global ambitieux soit signé à l'issue de la conférence (voir Tableau 3, page 11).

Nouvelle Zélande

Repères :

Population (2006) : 4 millions d'habitants

Emissions de GES en 1990 : 41 10⁶ tonnes CO₂ eq

Emissions de GES en 2006 : 55 10⁶ tonnes CO₂ eq (+33,0% entre 1990 et 2006)

Emissions de GES par habitant en 2006 : 18,8 tonnes CO₂ eq

Objectif national de réduction des émissions de GES pour la période 2008-2012 : 0%

La Nouvelle Zélande s'est engagée à stabiliser ses émissions entre 1990 et 2008-2012. Or, entre 1990 et 2006, la Nouvelle Zélande a augmenté ses émissions de GES de 33,0%. Une particularité de ce pays est que le secteur principal responsable des émissions de GES est l'agriculture (38 10⁶ tonnes CO₂ eq) qui a enregistré une croissance de 15,9% entre 1990 et 2006. Ce secteur risque bien d'être supplanté prochainement par celui de l'énergie qui émet 34 10⁶ tonnes CO₂ eq mais qui a connu une croissance de 45% au cours de ces 16 dernières années. Peu peuplée et fortement boisée, la Nouvelle Zélande peut compter sur l'amélioration continue de ses ressources naturelles pour absorber le carbone. Celles-ci ont séquestré près de 23 10⁶ tonnes CO₂ eq en 2006, ramenant le bilan global de l'île à 55 10⁶ tonnes CO₂ eq (soit 13,3 tonnes CO₂ eq par habitant). Cependant, l'objectif de stabilisation est très loin d'être atteint.²⁴ Pourtant, la Nouvelle Zélande s'engage à réduire de 10% ses émissions de GES en 2020 par rapport à 1990 et annonce un effort de réduction de 20% de ses émissions dans le cas d'un accord global à Copenhague (voir Tableau 3, page 11). De nouveaux objectifs qualifiés d'irréalisables par de nombreux observateurs...

²³ Source : <http://unfccc.int/resource/docs/2009/arr/aus.pdf>

²⁴ Source : <http://unfccc.int/resource/docs/2009/arr/nzl.pdf>

9. Le G77

Créé en 1964 pour promouvoir les intérêts des pays dits « pauvres » auprès de l'ONU, le G77 compte 130 Etats. Ces pays « en développement », de part leur faible capacité d'adaptation, sont les plus vulnérables aux changements climatiques, qu'il s'agisse d'élévation du niveau des océans, d'inondations ou de désertification.

A Kyoto, le G77 n'a pris aucun engagement chiffré par rapport à ses émissions de gaz à effet de serre, ou GES. En revanche, il a de nombreuses revendications. En effet, le G77 réclame au reste du monde des efforts importants, et demande aux pays développés de réduire leurs émissions de GES d'au moins 40% pour 2020 et d'au moins 95% en 2050 par rapport à 1990, l'année de référence. Cette position extrême est dictée par l'urgence. Les changements climatiques affectent déjà la vie des centaines de millions de personnes vivant dans ces pays, à l'instar des habitants de l'île de Tuvalu, en Océanie, touchés par la hausse du niveau de la mer.

A Copenhague, avançant la responsabilité historique des pays développés, les pays du G77, sous la présidence du Soudan en 2009, réclameront une « justice climatique ». C'est à dire des efforts importants de réduction au Nord, et des mécanismes de compensation au Sud. Cependant, les intérêts et problématiques soulevés par la lutte contre le réchauffement climatique varient fortement parmi les membres du G77 qui intègre aussi bien les pays dits AOSIS (Alliance des petits Etats insulaires) particulièrement vulnérables à une hausse du niveau de la mer que la Chine, grande puissance émergente (voir BrIC, point 10), en passant par les pays de l'OPEP (voir point 11) et le Groupe Afrique qui, lors des pourparlers de Barcelone sur le changement climatique²⁵, s'est momentanément retiré des négociations²⁶, menaçant de la sorte tout le processus de Copenhague.

10. BrIC

Repères :

Population Brésil (2006/1990) : 189 / 150 millions d'habitants (croissance : 1,6%/an)
Population Inde (2006/1990) : 1152 / 860 millions d'habitants (croissance : 2,1%/an)
Population Chine (2006/1990) : 1321 / 1149 millions d'habitants (croissance : 0,9%/an)
Emissions de GES Brésil **avec** évolution des forêts (2000) : **2314** 10⁶ tonnes CO₂ eq
Emissions de GES Inde avec évolution des forêts (2000) : 1552 10⁶ tonnes CO₂ eq
Emissions de GES Chine avec évolution des forêts (2000) : 4771 10⁶ tonnes CO₂ eq
Emissions de GES Brésil **sans** évolution des forêts (2000) : **942** 10⁶ tonnes CO₂ eq
Emissions de GES Inde sans évolution des forêts (2000) : 1592 10⁶ tonnes CO₂ eq
Emissions de GES Chine sans évolution des forêts (2000) : 4818 10⁶ tonnes CO₂ eq
Emissions de GES par habitant Brésil **avec** évolution des forêts (2000) : **13,3** tonnes CO₂ eq
Emissions de GES par habitant Inde avec évolution des forêts (2000) : 1,5 tonnes CO₂ eq
Emissions de GES par habitant Chine avec évolution des forêts (2000) : 3,8 tonnes CO₂ eq
Emissions de GES par habitant Brésil **sans** évolution des forêts (2000) : **5,4** tonnes CO₂ eq
Emissions de GES par habitant Inde sans évolution des forêts (2000) : 1,6 tonnes CO₂ eq
Emissions de GES par habitant Chine sans évolution des forêts (2000) : 3,8 tonnes CO₂ eq
Objectifs nationaux de réduction des émissions de GES pour la période 2008-2012 : Aucun

²⁵ Derniers pourparlers internationaux avant le Sommet de Copenhague (2 au 6 novembre 2009)

<http://www.iisd.ca/download/pdf/enb12442f.pdf>

²⁶ <http://www.iisd.ca/vol12/enb12443f.html>

Le Brésil, l'Inde et la Chine, regroupés sous l'acronyme BrIC, sont les grands pays émergents. Concentrant 40% de la population mondiale et enregistrant une croissance économique et industrielle sans pareil, leur augmentation d'émissions de gaz à effet de serre, ou GES, est, elle aussi, exponentielle.²⁷

Depuis 2007, la Chine, surnommée « l'usine du monde », est sur la 1^{ère} marche du podium en matière d'émissions de GES. Et il est à craindre que l'Inde, forte de ses 1,2 milliards d'habitants, suive la même voie.²⁸ Quant au Brésil, ses fortes émissions de CO₂ sont dues, pour une grande part, à la déforestation massive de l'Amazonie, le « poumon du monde ».

Le BrIC pose des conditions draconiennes quant à son investissement dans la réduction de ses émissions de GES. Le Brésil et l'Inde reprochent aux pays industrialisés de ne pas assumer leur responsabilité historique du réchauffement climatique actuel, qui trouve sa principale cause dans l'accumulation des GES depuis le début de l'ère industrielle²⁹. La Chine, elle, se radicalise. Elle exige notamment que sur l'ensemble de ses émissions de GES, 25% soit imputé aux pays consommateurs, puisque provenant de la fabrication de produits destinés à l'exportation³⁰. Le BrIC reproche également aux pays industrialisés de ne pas suffisamment l'aider face aux conséquences du réchauffement climatique.

A Copenhague, l'engagement du BrIC et de ses 2,7 milliards d'habitants dans la lutte contre le réchauffement climatique constitue un élément clé.³¹

11. L'OPEP

Repères :

Les petits pays producteurs de pétrole (membres de l'OPEP) du Golfe Persique
Emissions de GES par habitant _ Koweït : 26,7 tonnes CO₂ eq
Emissions de GES par habitant _ Qatar : 51,2 tonnes CO₂ eq
Emissions de GES par habitant _ Arabie Saoudite : 14,9 tonnes CO₂ eq
Emissions de GES par habitant _ Emirats Arabes Unis : 26,3 tonnes CO₂ eq
Objectif national de réduction des émissions de GES pour la période 2008-2012 : Aucun

L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, ou OPEP, a été fondée en 1960. Le but de cette organisation intergouvernementale est de coordonner les politiques pétrolières de ses 12 pays membres, et de défendre leurs intérêts.

²⁷ En ce qui concerne les seules émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie, ces pays ont connu une croissance annuelle de 2,6% durant les années 1990 contre 11,1% de 2000 à 2007. Source : IEA, 2009. CO₂ emissions from fuel combustion – Highlights 2009. <http://www.iea.org/co2highlights/co2highlights.pdf>

²⁸ Dubash N.K., 2009. Toward a progressive Indian and global climate politics. Centre for Policy Research, Climate Initiative. WP 2009/1.

http://unfccc.int/files/adaptation/application/pdf/nwpexpert_dubash_2009_toward_a_progressive_indian_and_global_climate_politics.pdf

²⁹ Le seul Benelux (25 10⁶ d'habitants) a émis plus de CO₂ lié à l'utilisation des combustibles fossiles que l'Inde (689 10⁶ d'habitants) ou le Brésil (174 10⁶ d'habitants) jusqu'en 1980 et 2000, respectivement. Source : IEA, 2009. CO₂ emissions from fuel combustion – Highlights 2009. <http://www.iea.org/co2highlights/co2highlights.pdf>

³⁰ Il est estimé que près de la moitié du doublement des émissions de CO₂ enregistrée en Chine depuis 2000 est imputable à la fabrication de produits pour l'exportation. Source : Guan D., Peters G.P., Weber C.L., and Hubacek K., 2009. Journey to world top emitter: An analysis of the driving forces of China's recent CO₂ emissions surge, *Geophys. Res. Lett.*, 36, L04709, doi:10.1029/2008GL036540.

³¹ Source : <http://earthtrends.wri.org/>

Les pays de l'OPEP, et essentiellement les petits états du Golfe persique conduits par l'Arabie Saoudite, n'ont pas signé le Protocole de Kyoto. Alors que leur Produit Interieur Brut ou PIB par habitant est souvent équivalent, voire supérieur à celui de plusieurs pays européens³², ils ne sont donc soumis à aucun objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, ou GES. Et pourtant, ils sont en tête des pays qui, par habitant, émettent le plus de GES !

Les pays de l'OPEP redoutent toute avancée dans la lutte contre le réchauffement climatique qui aurait un impact négatif sur leurs exportations de pétrole. Ils regrettent aussi que certains pays consommateurs veuillent surtaxer les produits pétroliers par rapport à d'autres types d'énergies, qu'elles soient polluantes comme le charbon ou renouvelables.

A Copenhague, l'OPEP compte mettre en garde les pays développés contre le manque d'investissement dans les capacités de raffinerie et la recherche de nouveaux gisements. La conséquence serait une flambée incontrôlée des prix pétroliers lors de la reprise économique mondiale.³³

12. Les ONGs

Médiatiquement très active, une coalition d'Organisations Non-Gouvernementales ou ONG, menée par le WWF et Greenpeace, s'est formée en vue de Copenhague. Elle a rédigé un document ambitieux intitulé « Traité de Copenhague sur le Climat ».

Cette coalition propose, afin d'éviter un dérèglement climatique catastrophique, un « budget carbone mondial » qui doit, pour l'ensemble des gaz à effet de serre ou GES, être ramené en 2020 au niveau de 1990. Et en 2050, ce budget devra être réduit de 80% en dessous du niveau de 1990. Pour que cela soit réalisable, le traité envisage notamment, d'ici à 2020, une réduction d'au moins 75% des émissions mondiales dues à la déforestation. Les ONG préconisent aussi le soutien significatif des pays industrialisés aux pays en développement dans le but de les aider à diminuer, dès avant 2020, leurs émissions de GES.

Afin que tous les états respectent leurs engagements, les ONG suggèrent la création d'un organisme financier : le Comité Climat de Copenhague. Elles prévoient également un renforcement des stratégies d'adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement, ainsi que la coopération technologique Nord-Sud.

Le « Traité de Copenhague sur le climat » proposé par les ONG impose donc des engagements contraignants aux pays développés, mais n'oublie pas d'inclure les pays en développement dans l'effort global de réduction des émissions de gaz à effet de serre.³⁴

³² Il faut savoir que le PIB cumulé du Koweït, du Qatar, de l'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis (33 millions d'habitants) est équivalent au PIB de toute l'Afrique sub-saharienne (808 millions d'habitants) !

³³ Source : <http://earthtrends.wri.org/>

³⁴ Source : <http://www.greenpeace.org/raw/content/france/presse/dossiers-documents/resume-du-traite-de-copenhague.pdf>